

Nouvel Observateur 3 avril 1997
Les dépêches américaines sur les « événements »...
Quand l'ambassade U.S. était de tout cœur avec Mai-68

La subversion communiste ? Ils n'y croient pas. Extraordinairement clairvoyants sur les enjeux du mouvement, ils seront aveuglés par leur jugement acide sur de Gaulle et, espérant la chute du Général, ils finiront, trop vite, par prendre eux aussi leurs désirs pour des réalités.

Le 13 mai 1968, les étudiants parisiens prennent la Sorbonne et l'ambassadeur des Etats-Unis en France badine. Dans un télégramme confidentiel au secrétaire d'Etat, il écrit : « Quoi qu'il arrive, il est rafraîchissant de voir manifester un demi-million de Français contre autre chose que l'Amérique ou la guerre du Vietnam. » Rafraîchissant ! Les archives ouvertes cette année le montrent : les diplomates américains ont, eux aussi, savouré Mai-68 comme un long drink après la canicule — l'écrasante canicule gaulliste. En secret, ils sympathisent avec les étudiants et les ouvriers en grève. Comme eux, ils espèrent la chute de De Gaulle. Comme eux, ils disent — dans leurs notes confidentielles : « La chienlit, c'est lui. »

Ainsi, le directeur du renseignement au Département d'Etat, Thomas Hugues, écrit dès le 10 mai : « Le système universitaire français est totalement démodé et inadéquat : ses méthodes administratives et pédagogiques sont celles d'un autre âge. » Le 18, il est plus sévère encore : « Dix ans de gaullisme autocratique ont atrophié les institutions sociales et politiques qui, dans d'autres conditions, auraient beaucoup mieux répondu à ces revendications bien fondées. »

Quand les ouvriers rejoignent le mouvement, le même directeur du renseignement explique : « Chaque famille ouvrière a une télévision et beaucoup ont une petite voiture. Et de cette observation il a été conclu trop rapidement que les siècles d'aliénation de la classe ouvrière française s'étaient dissipés dans la nouvelle prospérité gaulliste. Cette vision était trop simpliste. » En réalité, explique-t-il, « beaucoup ont quitté leur lopin de terre ou leur petite entreprise familiale pour la routine des usines et des bureaux : ils ne goûtent pas les saveurs du changement ». C'est pourquoi « cette grève n'est pas frivole : de très sérieuses revendications étaient latentes et attendaient l'opportunité pour s'exprimer ». Par les grèves et les émeutes ? Ce sont là les « seuls moyens pour imposer le dialogue à de Gaulle ». Après les accords de Grenelle rejetés par la base Thomas Hugues écrit aussi : « La décennie gaulliste a produit les plus fortes hausses des prix du Marché commun, tandis que les ouvriers français percevaient les salaires parmi les plus bas en Europe. Les travailleurs exigent donc de sérieuses garanties pour que

l'augmentation (de Grenelle) ne soit pas, elle aussi, digérée par l'inflation.»

La subversion communiste ? Même les Américains n'y croient pas. Leur « gorge profonde » au ministère de l'Intérieur s'appelle Gustave Sachnine. Il est patron de la section « affaires communistes » aux Renseignements généraux. Le 20 mai, il leur tient des propos alarmistes : pour le PC, la France, en situation « prérévolutionnaire », et les communistes veulent imposer « deux gouvernements » : « l'un gaulliste et impuissant l'autre, celui des travailleurs, qui tiendrait le pays ». Mais les diplomates américains jugent ce scénario fantaisiste. Selon eux, le PC ne veut pas risquer de perdre leur « respectabilité politique » qu'il a mis tant d'années à reconquérir.

L'analyse est juste : l'ambassade a ses propres informateurs au sein du PC. Deux journalistes de « l'Humanité » voient très régulièrement — et séparément — des conseillers politiques américains. Des taupes ? Les diplomates n'arrivent pas à déterminer jusqu'à quel point les deux hommes sont mandatés par le bureau politique. En tout cas, ils ont confiance en leur jugement. Et tout au long des événements, les deux communistes expliquent la stratégie du Parti : aboutir à une union avec les socialistes pour une prise de pouvoir par les urnes et « éviter à tout prix les désordres ».

Les Américains ne redoutent pas non plus un putsch militaire. Le 20 mai, le lendemain du jour où de Gaulle proclame son fameux « La réforme oui, la chienlit non ! », les services secrets du département de la Défense (la DIA) sont formels : « Toutes les rumeurs de coup d'Etat militaire, ou, inversement, de refus d'obéir aux ordres sont fausses. » Et le 29 mai, au summum de la crise, alors que de Gaulle, parti secrètement à Baden-Baden voir Massu, a disparu, les services du Département d'Etat précisent : « Depuis que de Gaulle a pris le pouvoir, les purges dans l'armée ont éliminé la plupart des officiers à l'esprit indépendant, sauf peut-être les généraux Massu, Bigeard et Langlais. Aucun leader exceptionnel de la trempe d'un Nasser de droite ou de gauche n'a émergé. » Pourquoi ? « La sécurité militaire bride depuis si longtemps l'expression politique des officiers supérieurs que ceux-ci sont devenus complètement dociles. » Aussi, conclut la DIA, si le gouvernement leur demande de mater une insurrection, ils le feront, mais si de Gaulle quitte le pouvoir, ils obéiront aussi à un gouvernement de gauche, « même s'il comprend des communistes ».

Bien informés, clairvoyants, les diplomates américains ne cèdent donc jamais à la panique. Ainsi le 24 mai, quelques heures avant le premier discours de De Gaulle, alors que les manifestations ont fait ce jour-là 500 blessés, ils écrivent avec humour : « Les rumeurs circulent sauvagement dans Paris. On parle de multiples personnages d'âges différents, français ou étrangers, venus dans la capitale pour en découdre. On parle d'argent

chinois ou d'armes venues de Berne ou de Bruxelles. Et même la traditionnelle rumeur sur la CIA qui serait à l'origine des troubles resurgit. [...] En réalité, jamais depuis la guerre Paris n'a semblé aussi calme.» Mais ils ajoutent : « Pour les raisons bien décrites par Mendès France, la situation peut très vite devenir insurrectionnelle.»

Comme la gauche, l'ambassade américaine redoute les bévues du gouvernement. Et après le discours musclé de De Gaulle (le fameux « je ne me retirerai pas ») ils craignent le pire. Ce 30 mai, le Général, de retour de Baden-Baden, dissout la Chambre et menace d'utiliser les pleins pouvoirs. Pour les Américains, ce sont des « pouvoirs dictatoriaux », et François Mitterrand a raison : de Gaulle a lancé « un appel à la guerre civile ». Un « clash » armé est possible. Et, quoi qu'il arrive, de Gaulle va perdre, prophétise le Département d'Etat.

En réalité, fin mai-début juin, les Américains, aveuglés par leur antigauillisme, ne comprennent plus ce qui se passe. Ils sont surpris par l'ampleur de la contre-manifestation des Champs-Élysées, organisée le 30 mai par Debré et Malraux. Même leurs renseignements sur l'armée ne les réconfortent pas. Le bras droit du chef d'état-major leur révèle que, si officiers soutiennent Gaulle, « ils refuseront d'expulser les ouvriers des usines ». Mais après quelques troubles le calme revient : la Sorbonne est évacuée sans heurts le 16 et les ouvriers de Renault cessent leur grève. Mai-68 se termine doucement sans casse. Les Américains l'admettent, déçus : « Si l'on peut reprocher à de Gaulle d'avoir conduit la France au bord du chaos après dix ans de gouvernement fort, on doit reconnaître qu'il a réussi à ramener sinon la normalité, du moins l'ordre. » C'est la fin du long drink et le retour de la canicule. VINCENT JAUVERT

Minijupes, talons hauts et drapeaux rouges

La Commune étudiante vue par l'ambassadeur Shriver

Le 6 juin 1968, la Sorbonne est occupée depuis presque un mois et l'on sent bien que la fin du mouvement est proche. Dans une longue note sur « La Commune étudiante de Paris », l'ambassadeur Shriver relate ces quatre semaines avec humour. « Le principal forum de discussion est la "tribune libre" dans le principal auditorium de la Sorbonne. Là, ceux qui ont été blessés dans les affrontements du 10 mai et des 22-24 mai portent leur bandage comme un signe honorifique, et, grâce à une règle non écrite, ils s'asseyent au premier rang, un peu comme les mutilés de guerre ont leur siège réservé dans le métro parisien. » L'ambassadeur poursuit, amusé et intéressé : « Ici tout le monde peut parler de tout. [...] Mais le sujet le plus commun est la révolution. Les analystes, visiblement au fait de la littérature communiste, débattent pour savoir si la France est en situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire. [...] Il y a aussi les spécialistes des combats de rue qui suggèrent que sur les barricades les filles renoncent aux minijupes et aux talons hauts. » En fait, résume

Shriver, « il règne une atmosphère irréaliste dans le quartier étudiant. Voir de prospères architectes; bedonnants discuter de leur rôle dans la révolution ou des enfants de l'élite française accrocher des drapeaux rouges au toit de Sciences-Po contredit tout ce que l'on sait de l'homme animal politique. » Et le diplomate philosophe, conclut avec malice : «Quand tout sera rentré dans l'ordre et que 90% des étudiants qui viennent de la classe moyenne seront retournés dans leur faculté, la brève période qui a vu le quartier Latin être le centre d'une révolution avec la Sorbonne comme l'Institut Smolny [NDLR : le QG des bolcheviques en octobre 17] deviendra une légende, Mai-68 sera une nouvelle étape dans la tradition révolutionnaire française. Et si, comme on peut l'espérer, ces turbulences aboutissent à une réforme historique du système éducatif français, on pourra dire que cette Commune et ces participants auront été utiles. » V.

Qui gouvernera la France ?

Tête de liste : Jacques Chirac, déjà...

En février 1968, quelques semaines avant le début des événements, l'ambassade américaine à Paris envoie un rapport secret à Dean Rusk, le secrétaire d'Etat «La liste des leaders potentiels en France». Il s'agit, selon l'ambassadeur Bohlen, de déterminer qui pourrait accéder à des responsabilités importantes après le départ de De Gaulle, obsession de Washington. Bohlen écrit : « Ce départ peut survenir n'importe quand entre maintenant (si de Gaulle meurt ou devient soudainement incapable) et la fin de son mandat en 1972. Nous avons donc choisi 1970 comme année durant laquelle le gouvernement pourrait changer » et de nouvelles têtes arriver au sommet de l'Etat. Lesquelles ? Le premier de la liste est Jacques Chirac, qui effectivement deviendra Premier ministre en 1974. Mais, pour les autres, la sélection de l'ambassade a souvent dix voire vingt ans d'avance. Car les diplomates américains croient possible la venue de la gauche au pouvoir dès 1970. Ils envisagent donc un gouvernement comprenant des personnalités comme Roland Dumas, Michel Rocard, Pierre Mauroy ou Charles Hernu. V. J.